



attac

Le Courriel d'information

n°375 – Mardi 29 octobre 2002

FMI EN CRISE DE REALISME ?

Dans ce numéro

1. Porter l'espérance (Par René Passet)

On s'aperçoit aussi que la logique financière se situe à l'opposé des impératifs du monde contemporain. Les moyens de communication - au premier rang desquels l'ordinateur - font du monde une unité organisée en réseaux, vécue en temps réel et dominée par l'interdépendance; les questions que pose l'économie impliquent une ouverture sur le très long terme de la biosphère et le respect de ses mécanismes régulateurs ; ouverture également sur les valeurs qui se situent au niveau des finalités et non plus de l'instrument.

2. L'éléphant Stiglitz et la porcelaine du FMI (Par Thomas Coutrot)

Vous avez sûrement entendu parler du livre de Joseph Stiglitz, « La grande désillusion » (Fayard). Mais si, souvenez-vous, ce Prix Nobel d'Economie, ancien conseiller de Clinton et ex-vice-Président de la Banque Mondiale, qui tire à boulets rouges sur le FMI et les « intégristes du marché ».

3. Le FMI reconnaît l'existence de déséquilibres mondiaux insoutenables (Par Nick Beams)

Un chapitre entier du rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI, publié la semaine dernière, est consacré au déséquilibre structurel croissant au sein de l'économie mondiale entre d'une part les pays déficitaires, menés par les États-Unis, et d'autre part les nations excédentaires, soit l'Europe et le Japon.

4. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Porter l'espérance

Par René Passet

I - Ce devait être « la fin de l'histoire ».

Sans doute une formidable mutation technologique déplaçait-elle les forces motrices du développement, du champ de l'énergie et de la matière à celui de l'information et de l'immatériel. Mais après l'effondrement du système opposé venu de l'Est, l'humanité avait atteint, nous disait-on, l'état naturel auquel, depuis les origines, elle aspirait ; il n'y avait qu'une économie possible, l'économie néo-libérale dont les faits venaient de consacrer la supériorité.

Comme toute vérité révélée, celle-ci avait son texte fondateur, le « Consensus de Washington » - tout droit descendu, au début des années 1980, d'un sommet du G7 - dont les « dix commandements » énuméraient les bienfaits de la libre circulation des capitaux dans le monde accompagnée d'une totale liberté d'entreprendre, en même temps qu'ils dénonçaient les tentations venues du Malin dissimulé sous les formes de « l'Etat-providence ».

Cette vérité avait aussi ses grands prophètes - Hayek, Friedman...- et ses guides qui, sous les traits du Président Reagan et de Madame Thatcher, conduisaient les peuples - dans les mêmes années 1980 - au seuil de la Terre promise . Les 3D - déréglementation, désintermédiation, décloisonnement - réalisaient l'incarnation de l'idéal sur Terre. Le capital, affranchi des contrôles étatiques qui le brimaient, pouvait se concentrer à l'échelle mondiale, au sein de puissantes institutions financières - banques, sociétés d'assurances, fonds de pensions, fonds spéculatifs...- qui se trouvaient en mesure d'imposer leur loi à l'ensemble de l'économie et de la société, via les entreprises, les Etats et les grandes institutions financières ou économiques internationales comme le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC. Le capitalisme, devenu « actionnarial » serait désormais régi par une logique essentiellement financière. On nous expliquait que c'était un bien : en recherchant le rendement maximum, la finance pousserait l'économie vers l'optimisation de ses performances ; les cours des monnaies nationales, fluctuant librement, s'ajusteraient au niveau de la « parité des pouvoirs d'achat » auquel, en cas d'écart, les



attac

ramèneraient constamment ventes ou achats de devises...ce serait la fin des grands mouvements spéculatifs susceptibles de déséquilibrer les économies. On allait voir ce qu'on allait voir. Et l'on a vu...

On a vu - sous l'effet d'une course perturbatrice à la rentabilité financière immédiate - toutes les promesses humaines de la mutation technologique se retourner en autant de drames pour l'ensemble de la planète : on a vu se déchaîner la spéculation pourtant décrétée désormais impossible; on a vu le rapprochement des peuples à l'échelle d'un monde où tout se vit en temps réel, devenir fracture, domination, inégalités accrues, instabilité, sous l'effet des mouvements de capitaux cherchant la rentabilité et la sécurité là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans les pays riches, venant et fuyant au gré d'anticipations massives; on a vu le soulagement des travailleurs par la machine se transformer en licenciements, chômage, paupérisation, exclusion sociale, sous la pression d'un actionariat avide de s'attribuer la totalité des gains de productivité du système plutôt que de les partager en réduisant les temps de travail ; on a vu l'économie du lucre s'étendre à tous les domaines de la vie, de la culture et de l'environnement naturel qu'on surexploite, pollue et dérègle pour satisfaire à la soif des rendements financiers à court terme...

On voit aujourd'hui ce capitalisme optimisateur en crise. Celle-ci, d'abord boursière, s'est amorcée au début de l'année 2000 sur le Nasdaq, marché des valeurs technologiques, hypertrophié au fil des anticipations délirantes de spéculateurs dont l'infailibilité constituait pourtant un des dogmes indispensables à la bonne marche du système. Elle s'est étendue aux valeurs traditionnelles : en un peu plus de deux ans - de mars 2000 à juillet 2002 - 6700 milliards de dollars s'envolaient en fumée à Wall Street, le SP 500, indice de 500 plus grandes valeurs boursières américaines chutait de 50% cependant que le CAC 40 à Paris et L'EURO STOXX des 50 premières valeurs européennes régressaient de 30%.

Puis elle a touché l'économie réelle. En décembre 2001 éclatait la faillite du courtier en assurances Enron, bientôt suivie de quelques autres, parmi lesquelles, en juillet, le dépôt de bilan - plus grande faillite de tous les temps - de Worldcom, première entreprise de Télécommunications du monde. En France, éclatait l'affaire Vivendi Universal. Ces affaires révélaient l'existence de comportements douteux et de comptabilités frauduleuses destinées à tromper l'opinion : Enron avait dissimulé une dette de 21 milliards de

dollars avec la complicité du cabinet d'Audit Andersen, cependant que le conglomérat Tyco cachait une dépense de 8 milliards de dollars liée à l'acquisition de 700 sociétés, que le groupe d'imagerie Xerox gonflait ses résultats de 1,7 milliard de dollars sur la période 1997-2001, que Worldcom camouflait, entre l'année 2001 et le premier trimestre 2002, 7,1 milliards de charges courantes sous forme d'investissements ; en France, Vivendi fait l'objet d'une enquête de la COB, cependant que ses petits actionnaires déposent une plainte pour « faux et usage de faux »...face brutalement mise à jour d'un iceberg infiniment plus profond. C'est toute la logique du système qui se trouve ainsi mise en cause : l'exigence par les fonds de pension d'un rendement de 15% des capitaux propres poussant à forcer les résultats, la pratique des stock options incitant les responsables d'entreprises à en soutenir frauduleusement le cours pour les réaliser en temps utile tout en abandonnant l'épargne salariale à son triste sort (comme ce fut le cas notamment à Enron) lorsque se précisent les retournements de conjoncture.

Le système alors est atteint en son cœur : la confiance ; et Monsieur Greenspan, le patron de la Fed, ne s'y trompe pas lorsqu'il déclare, le 16 juillet, devant la Commission bancaire du Sénat américain : « La falsification et la fraude détruisent le capitalisme et la liberté de marché et plus largement les fondements de notre société »...au-delà de l'économie, « la société » en effet, car le côté nauséabond des nombreuses interférences établies entre ce monde des affaires et l'univers de la politique apparaît au grand jour: Enron n'a-t-il pas pris une part importante dans le financement de la campagne du président Bush ? Ce dernier, tout comme son vice-président Dick Cheney, n'ont-ils pas cultivé hier, lorsqu'ils étaient dans les affaires, les pratiques qu'ils sont conduits à dénoncer aujourd'hui en tant que responsables politiques ? Quelle force morale et quelle crédibilité cela leur donne-t-il ?

Nous touchons maintenant - août 2002 - à ce moment incertain où semble s'amorcer le cercle vicieux qui marquerait le basculement définitif dans la crise. Par un choc en retour, la crise de confiance déclenchée par les malversations de l'économie réelle se répercute sur la bourse dont l'érosion menace la consommation et l'investissement, bases de l'activité économique réelle. On craint « de voir les ménages, démoralisés par la chute de Wall Street, cesser tout simplement de consommer pour reconstituer leur épargne. On pourrait alors se retrouver dans une situation comme jamais depuis les années 1930 »; c'est ce que l'on appelle « l'effet de



attac

richesse » ; en juillet 2002 l'indice de confiance des consommateurs publié par l'institut de conjoncture Conference Board, a effectivement chuté de 9%. Quant à l'investissement, l'érosion des valeurs boursières entraîne une difficulté des entreprises à trouver de l'argent sur le marché et donc à investir : « La confiance des gens dans les marchés d'actions a été profondément ébranlée. Il faudra des années avant qu'elle revienne » estime Jeff Knight, responsable des investissements chez Putnam Investments (Le Monde24-07-02).

En conséquence, les perspectives de croissance, aux Etats-Unis comme en Europe, sont révisés à la baisse. Les anticipations boursières ne peuvent manquer d'en être affectées pour renforcer leurs effets négatifs sur l'économie réelle, qui à son tour...C'est au seuil de ce cercle vicieux que nous nous trouvons en août 2002...

II - Le « seul système naturel » révèle donc ses contradictions.

On s'aperçoit que la « rationalité instrumentale » sur laquelle il est construit ne constitue plus une base acceptable. Sans doute hier - lorsque la production ne suffisait pas à couvrir les besoins essentiels et que l'activité humaine ne menaçait pas l'existence de la biosphère - le mieux-être des populations se mesurait-il à la quantité des biens dont elles disposaient. Comme, par ailleurs, le capital était le facteur rare limitant la progression de l'activité économique c'est sur son efficacité que se polarisait le calcul économique. En un mot, la performance quantitative de l'instrument était assimilée à celle du système économique. Mais, lorsque la production mondiale suffit à couvrir les besoins fondamentaux à l'échelle de la planète cependant que 815 millions de personnes souffrent de la faim et que 1 300 000 000 vivent avec moins de un dollar par jour, on s'interroge sur la « rationalité » du système qui engendre de tels résultats ; le problème essentiel n'est plus la production mais le partage. Lorsqu'en produisant, le système productif s'autodétruit - en détruisant le milieu naturel qui le porte comme il porte toute vie - apparaît la question des comportements permettant d'assurer un « développement durable ».

Produire plus ? pour qui ? pourquoi ? comment ? pour quoi faire ?... la réponse à ces questions ne se situe pas dans le champ de l'économie mais dans celui des valeurs.

On s'aperçoit aussi que la logique financière se situe à l'opposé des impératifs du monde contemporain. Les moyens de communication - au premier rang desquels l'ordinateur - font du

monde une unité organisée en réseaux, vécue en temps réel et dominée par l'interdépendance; les questions que pose l'économie impliquent une ouverture sur le très long terme de la biosphère et le respect de ses mécanismes régulateurs ; ouverture également sur les valeurs qui se situent au niveau des finalités et non plus de l'instrument. A cela, l'économie prétendument universelle répond par le repliement le plus étriqué sur la seule logique de l'instrument financier. Alors, le très long terme devient « les dix prochaines minutes », comme le déclarait au prix Nobel James Tobin un financier fier de son réalisme, l'appareil économique n'est plus fait pour mettre en valeur des territoires, produire des richesses et encore moins créer du bien-être, mais pour faire jaillir le sang de la rente, serait ce au prix de la désertification des territoires, de la dégradation de la nature, de la destruction des richesses et de la détresse des hommes. La grande désillusion - de Joseph Stiglitz, autre prix Nobel, nous montre - innombrables exemples à l'appui - comment le FMI, véritable « pompier pyromane », en imposant une logique exclusivement financière aux pays les plus pauvres crée lui-même - pour le plus grand profit des financiers internationaux - les problèmes qu'il a pour mission de combattre : partout, lorsque la crise menace et que l'économie réelle aurait besoin de liquidités, on impose au contraire les restrictions qui plongent les peuples dans la détresse...mais assurent le remboursement de leurs créanciers. C'est ainsi que, sacrifiant les investissements de base à rendement différé (infrastructures économiques, éducation, santé...) indispensables à tout démarrage économique, en vue de dégager les excédents budgétaires indispensables au remboursement des dettes, les plans d'ajustement structurels (PAS) étranglent ceux qu'ils prétendent secourir...

On comprend alors que les ravages que nous décrivons plus haut - loin d'être des dysfonctionnements - découlent de la logique même du système.

III- Face à une telle situation, l'univers du politique - tout absorbé par ses petites affaires - fait preuve d'une incompréhension affligeante.

Nous voici devant l'une des mutations les plus considérables - peut-être la plus considérable - de tous les temps ; elle est porteuse des plus grands espoirs pour l'humanité ; et ces espoirs sont gâchés, retournés, pervertis, par un système fondé sur le lucre et la cupidité ; le temps paraît venu pour la confrontation de grands projets de société et l'on nous sert l'une des campagnes présidentielles les plus ternes et les plus mornes



attac

que l'on ait connues, fondée sur l'impératif sécuritaire et les mérites comparés d'une réduction de 30% de l'impôt sur le revenu ou de 50% de la taxe d'habitation, quand ce n'était pas - je n'invente rien - l'aptitude d'un candidat à préparer un steak aux nouilles...Etonnez-vous de l'enthousiasme qui s'est emparé des foules et du taux d'abstention qui s'en est suivi.

La gauche semble avoir oublié sa mission historique qui fut de porter l'espoir des plus défavorisés. La misère, au milieu du XIX^e siècle, était grande, mais il se trouvait des hommes (Owen, Fourier, Proudhon, Sismondi, Marx, Engels, Hugo, plus tard Jaurès...), pour dire aux victimes du capitalisme naissant qu'il y avait au sein du système, des forces en œuvre qui travaillaient à l'émergence d'un monde meilleur dans l'avènement duquel, eux - les plus démunis - avaient un rôle à jouer. Cette pensée-là était porteuse d'espoir. Mais ceux qui la nourrissaient se situaient alors dans l'opposition aux pouvoirs politiques établis et nul n'attendait d'eux autre chose qu'une utopie sans doute réaliste, mais lointaine destinée à soutenir les courages en montrant la voie.

C'est la force même de cette espérance qui a fini par porter les hommes qui la soutenaient au pouvoir. Epreuve redoutable, car assumer le pouvoir, c'est ne plus se contenter de perspectives lointaines, dire ce qu'il faut faire dans l'immédiat et fournir des résultats. La gauche au pouvoir a donc voulu - très légitimement - prouver son aptitude à gérer et cela l'a conduite à mettre l'accent sur le programme...au détriment du projet. La gauche n'a plus que des programmes à proposer; elle a perdu le sens de l'histoire et, pas plus que les autres, elle ne sait où elle va.

Poussée à l'extrême, cette attitude donne naissance à une étrange conception du « réalisme » - celle de Blair, Schröder...d'un Jospin - consistant à s'incliner devant le réel tel qu'il est et à faire sienne la logique de l'adversaire. Curieusement, c'est le socialisme acceptant l'ordre qu'il prétend combattre - fondé sur les données d'avant-hier - que l'on qualifie de « moderniste » et celui qui, prenant en compte la mutation, s'efforce de construire l'avenir que l'on qualifie de « rétrograde ».

Dans cette ligne, on voit même poindre des analyses s'appuyant sur le fait - incontestable - que la dichotomie sociale marxienne entre propriétaires des moyens de production et détenteurs de la force de travail laisse place à la constitution d'une importante catégorie sociale intermédiaire, pour préconiser un « recentrage »

des propositions en faveur de cette dernière et n'avoir plus un mot pour les plus défavorisés. Comme si l'objectif essentiel était de se faire élire. On ne semble pas avoir compris que si l'idéalisme reste inefficace lorsqu'il ne s'appuie pas sur le réel qu'il prétend transformer, réciproquement le véritable réalisme ne s'appuie sur le réel pour le transformer au nom d'un idéal. Il est temps que, conformément à sa mission, la gauche redevienne porteuse d'espoir et de projets.

IV- Malgré la crise ce n'est cependant pas encore le « grand soir » ; ni même simplement la fin du capitalisme « actionnarial ».

Une crise - même aussi profonde que celle des années 1930 - cela peut être une adaptation à de nouvelles réalités. Les modalités du capitalisme actionnarial pourront changer sans que celui-ci cesse d'être fondamentalement identique à lui-même, aussi longtemps que le pouvoir effectif restera entre les mains des puissances financières. Entre acceptation et négation de la société existante, la question se pose en termes de « pouvoirs » : c'est en changeant la nature de ces derniers qu'on change la logique du système. C'est d'un « réformisme radical » qu'il s'agit : remettre la finalité humaine au cœur de la décision et la finance à sa place d'instrument.

- Cela signifie d'abord, qu'il existe une rationalité de l'humain. Il n'y a pas d'une part « la » rationalité qui serait celle de la marchandise et de l'argent et d'autre part la simple générosité « irresponsable et irrationnelle » qui serait celle de l'humain. Proclamons fortement l'existence d'une rationalité économique qui, pour reposer sur des fondements différents, n'en donnent pas moins lieu à l'établissement de critères décisionnels tout aussi rigoureux que ceux fondés sur ce que j'appelle depuis longtemps une simple « logique des choses mortes ».

- Cela implique, au niveau de l'entreprise, la participation effective et non point symbolique des travailleurs, au pouvoir de décision ; se pose également la question du contrôle des citoyens sur les activités les concernant directement (pollutions ou risques de voisinage - comme à Toulouse - par exemple.

- Au niveau des nations, cesser de subordonner l'emploi à la maximisation des revenus financiers (licenciements de « convenance boursière »), faire de la relève de l'homme par la machine l'instrument d'une libération (réduction des temps de travail qui a toujours été, dans le long terme le facteur décisif d'augmentation du nombre de travailleurs occupés, alors même que le volume



attac

total annuel des heures travaillées dans la nation ne cessait de régresser) ; repenser les mécanismes de la répartition dans une optique de justice distributive (question du revenu de citoyenneté notamment)

- Au niveau international, subordonner la loi marchande au respect des normes sociales et environnementales définies par les grandes conventions internationales (Rio, Kyoto, BIT...), contrôler la liberté de mouvements des capitaux dans le monde, s'opposer aux dérives spéculatives qui se déploient au détriment de l'économie réelle, annuler la dette des pays en retard de développement, mettre fin aux plans d'ajustement structurel, lutter effectivement - par des actes et non des mots - contre l'argent sale et les paradis fiscaux.

Remettre l'humain au cœur des institutions, c'est tout d'abord, porter le pouvoir politique de contrôle au niveau international des forces qu'il doit contrôler. Cela débouche sur le renforcement de la coopération internationale, la refonte des institutions actuelles (qui se comportent trop souvent en instruments des intérêts qu'elles ont théoriquement pour mission de réguler) et la mise en chantier de nouvelles institutions internationales plus représentatives de l'ensemble des forces économiques, sociales et citoyennes des sociétés mondiales : le Conseil de sécurité économique et social de Jacques Delors ou l'Organisation mondiale du développement social de Riccardo Pétrella.

L'Europe constitue un espace au sein duquel pourraient se déployer efficacement de nombreuses initiatives que l'on dit irréalisables au plan national. A condition évidemment de renforcer l'Union avant de l'étendre jusqu'à n'en faire qu'une zone de libre échange interne appelée à se diluer dans une zone plus vaste de libre échange à l'échelle mondiale.

- Le primat de l'humain c'est aussi le refus de tout réductionnisme - marchand ou totalitaire - pour édifier une « économie plurielle » conciliant le libre jeu des intérêts individuels avec la suprématie d'un intérêt général sur lequel se fonde l'existence d'un secteur public et d'un secteur d'économie solidaire et sociale, l'un et l'autre irréductibles aux lois de la régulation marchande.

- C'est enfin, renforcer les coopérations sans éloigner le pouvoir des citoyens et sans aboutir à des lourdeurs paralysantes; déconcentrer le pouvoir sans diluer les solidarités lentement forgées au cours de l'histoire, cela suppose une

réflexion approfondie sur les implications d'un principe dit de subsidiarité, excellent dans ses intentions, mais mal analysé et encore plus mal mis en application.

Quelles forces mettre en œuvre?

D'abord la loi, dans la mesure où les Etats nationaux possèdent encore d'importants pouvoirs. Les hommes politiques qui tiennent le discours de l'impuissance des gouvernements dans le monde contemporain doivent changer de métier.

Ensuite la concertation et la coordination des politiques à l'échelle internationale. Si, comme on nous le dit souvent, cela ne relève de la compétence d'aucun gouvernement pris isolément, il dépend de l'initiative de chacun de tenter de convaincre les autres de sa nécessité dans tous les domaines où cela lui paraît s'imposer.

Enfin le réveil, à l'échelle mondiale, des peuples et des mouvements citoyens qui, de la mise en échec de l'AMI et de Seattle à Porto Alegre, s'effectue à une vitesse étonnante. On voit apparaître ici une forme de démocratie directe qu'il faudra savoir entendre et articuler avec les formes traditionnelles de la démocratie représentative, si l'on ne veut pas courir le risque de la voir un jour s'opposer à cette dernière. Une telle opposition serait proprement catastrophique pour la démocratie. Ce n'est pas en se dissimulant derrière les murs de Davos, de Québec ou en s'enfonçant - comme l'autruche - la tête dans les sables du Qatar que l'on réglera le problème.

Lorsque la « rationalité instrumentale a vécu le réalisme change de camp : le temps est venu d'affirmer la nécessité - et la possibilité - d'une économie fondée sur ses finalités humaines.

René Passet
Première publication Transversales (Octobre 2002)
Contact pour cet article cs@attac.org

L'éléphant Stiglitz et la porcelaine du FMI

Par Thomas Coutrot

Vous avez sûrement entendu parler du livre de Joseph Stiglitz, « La grande désillusion » (Fayard). Mais si, souvenez-vous, ce Prix Nobel d'Economie, ancien conseiller de Clinton et ex-vice-Président de la Banque Mondiale, qui tire à boulets rouges



attac

sur le FMI et les « intégristes du marché ». Que dit Stiglitz ? Les institutions internationales exigent des pays pauvres la libéralisation complète de leurs marchés mais pas des pays riches. L'ouverture commerciale doit obligatoirement s'accompagner de politiques publiques actives pour éviter l'effondrement du tissu productif local. La privatisation des entreprises publiques est souvent désastreuse car elle débouche sur la constitution de monopoles privés. La libéralisation des mouvements de capitaux n'est pas seulement économiquement inutile (les capitaux étrangers ne contribuent pratiquement jamais au financement des investissements productifs de long terme), elle est dramatiquement dangereuse (car les capitaux repartent encore plus vite qu'ils sont venus). Les technocrates du FMI, avec leurs recettes invariables édictées depuis leurs bureaux conditionnés, ressemblent aux militaires américains qui lâchent leurs bombes de 15 000 mètres d'altitude sans souci des dommages collatéraux. Les politiques du FMI ont un coût énorme pour les plus pauvres et ne font qu'aggraver les problèmes des pays du Sud. Quant à la Russie, la complicité indéfectible entre le FMI et le gang de Boris Eltsine l'a menée au désastre.

On le voit, Stiglitz n'utilise pas le dos de la cuillère. Mais là où ses attaques deviennent proprement intolérables, c'est quand il dénonce ce que nous appellerions (il n'utilise évidemment pas cette terminologie) le pouvoir de classe de la finance internationale. Pour lui, le FMI « envisage les problèmes du point de vue et selon l'idéologie de la communauté financière, dont les modes de pensée naturellement reflètent de près (sinon à la perfection) les intérêts. Parmi ses plus hauts dirigeants, beaucoup sont issus de la communauté financière, et beaucoup, ayant bien servi ses intérêts, vont ensuite y occuper des fonctions confortablement rétribuées » (p. 269). Il indique clairement que la libéralisation des mouvements de capitaux a été imposée aux pays du Sud pour ouvrir de nouveaux marchés aux firmes de Wall Street. « Si l'on voit dans le FMI une institution qui a pour objectif de servir les intérêts des créanciers privés, on comprendra mieux aussi d'autres mesures qu'il exige » (p. 272). Qu'en termes élégant ces choses-là sont dites...

Lors d'un débat à Washington à l'occasion de la sortie du livre, en juillet dernier, la contre-offensive du FMI a été lancée par K. Rogoff, directeur de la recherche au Fonds. Il a accusé Stiglitz d'être un mégalomane, un irresponsable et même un fou, n'hésitant pas à le comparer à John Nash (prix Nobel 1994), l'économiste

schizophrène interprété par Russel Crowe dans « Beautiful mind ». La plupart des éditorialistes ou des collègues économistes de Stiglitz ont réagi négativement à son livre, insistant sur son arrogance et/ou sa naïveté. Barry Eichengreen, économiste à ironise sur ce « héros au grand cœur mais quelque peu naïf » qui « ferraille courageusement pour le bien des nations ruinées par les globaliseurs sans scrupules du FMI », et Martin Wolf, l'éditorialiste du Financial Times, le considère « auto-satisfait, irresponsable, simpliste et de mauvais conseil ». Mais son autorité intellectuelle fait que beaucoup doivent reconnaître qu'il pose de bonnes questions, même si bien entendu le FMI a déjà depuis longtemps entrepris de corriger ses erreurs et de s'occuper du sort des pauvres...

Stiglitz base sa critique sur sa théorie économique, dite « néo-keynésienne » (dont feu J. Tobin était un autre éminent représentant). Comme Keynes (mais en développant un appareil théorique différent), il croit que les marchés libres sont incapables de s'auto-réguler, et que l'intervention de l'Etat est indispensable. Comme Keynes, il considère que les marchés financiers ne sont qu'une pompe à profits parasite, et que le capitalisme pourrait fort bien se passer de la Bourse. Mais Stiglitz va plus loin que les (néo)keynésiens : il met en cause les pouvoirs et la défense des privilèges qui se travestissent sous les atours de la science pure et de l'intérêt général. Il dénonce ouvertement dans les politiques néolibérales le pouvoir de la communauté financière, dont la mondialisation vise à « remplacer les dictatures des élites nationales par la dictature de la finance internationale » (p. 316). Il nie aux économistes le droit de faire les choix à la place des peuples : « puisque des décisions différentes affectent différemment diverses catégories, il incombe au processus politique –et non aux bureaucrates internationaux – de choisir entre les options » (p. 317). Il déclare à un hebdomadaire brésilien que « le marché financier libéralisé est beaucoup plus dangereux que Lula ou n'importe quel homme politique de gauche ». Il va jusqu'à soutenir explicitement les mouvements protestataires (« avant qu'éclatent les manifestations, il n'y avait guère d'espoir de changer les choses, et aucun espace pour se faire entendre », p. 33), et se prononce pour l'annulation rapide de la dette des pays pauvres (dans le livre) et la taxe Tobin (dans une interview à la télévision...allemande le 13/05/2002). On comprend la gêne de la presse anglo-saxonne libérale, qui ne peut ignorer totalement ses critiques mais tente de les relativiser en soulignant sa « mégalomanie ».



attac

Sur ce point on peut d'ailleurs être d'accord avec le FMI : Stiglitz se voit bien dans les habits du sauveur. Sa conclusion est claire : « aujourd'hui le système capitaliste est à la croisée des chemins, exactement comme pendant la Grande Crise. Dans les années trente il a été sauvé par Keynes, qui a conçu des politiques susceptibles de créer des emplois et de venir en aide aux victimes de l'effondrement de l'économie mondiale. A présent des millions de personnes dans le monde attendent de voir s'il est possible ou non de réformer la mondialisation pour que ses bénéfices soient largement partagés » (p. 319). Malheureusement les propositions de notre nouveau Keynes ne sont pas à la hauteur de son diagnostic. S'il est vrai que la mondialisation et ses institutions sont conçues et dirigées par la finance internationale dans son seul intérêt, alors la « réforme de la mondialisation » suppose un renversement du pouvoir de la finance au profit de celui de la démocratie, à l'OMC, au FMI, à la Banque Mondiale, dans les banques centrales et les ministères des finances... Au lieu de quoi Stiglitz nous propose une liste insipide de mesures insignifiantes : « réformer les faillites », « moins compter sur les opérations de sauvetage », « améliorer les filets de sécurité », « réformer l'OMC en rééquilibrant l'ordre du jour des négociations commerciales »... Sa proposition la plus radicale est... d'accroître les droits de vote au FMI des pays pauvres. Mais il recule immédiatement, effrayé par son audace : « même sans changer les règles du vote on pourrait avoir davantage de délégués africains : à défaut de voter il pourraient au moins se faire entendre » (p. 293). La « réforme » de la mondialisation libérale n'est décidément pas une mince affaire...

Thomas Coutrot

Contact pour cet article cs@attac.org

1 Barry Eichengreen, "The Globalization Wars: An Economist Reports From the Front Lines", Foreign Affairs, July/August 2002

2 FT, 10/07/2002

3 Istoé, 26/06/2002

4

[http://www.globalpolicy.org/soecon/glotax/currax/2002/051interview.htm](http://www.globalpolicy.org/soecon/glotax/currtax/2002/051interview.htm)

Le FMI reconnaît l'existence de déséquilibres mondiaux insoutenables

Par Nick Beams

Traduction. cooditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Dans un récent rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI s'inquiète du

déséquilibre croissant entre les pays déficitaires (principalement, les États-Unis) et les pays en excédent (notamment les pays de l'Union européenne et le Japon). Au-delà des euphémismes et des litotes, l'auteur du rapport révèle l'étendue réelle du désastre économique à venir. Qu'arrive-t-il lorsque le grand poisson a mangé tous les petits ? Il meurt de faim.

Le secrétaire d'État au Trésor américain, Paul O'Neill, estime qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter quant au déficit de la balance commerciale américaine. Il soutient que le déficit actuel est " un concept dénué de sens ". Il n'empêche que les institutions financières internationales ne partagent pas cette opinion, et surtout pas le FMI, qui a rejoint le chœur de ceux qui avertissent que la dette extérieure des États-Unis aura, tôt au tard, des conséquences internationales importantes.

Un chapitre entier du rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI, publié la semaine dernière, est consacré au déséquilibre structurel croissant au sein de l'économie mondiale entre d'une part les pays déficitaires, menés par les États-Unis, et d'autre part les nations excédentaires, soit l'Europe et le Japon.

Dans son introduction au rapport, Kenneth Rogoff, directeur du département des recherches du FMI, explique que cette étude avait pour but de déterminer si " la myriade de déséquilibres financiers actuels entre les pays industriels était soutenable ". L'histoire nous a prouvé le contraire.

Rogoff explique que, alors que l'on se focalise d'ordinaire sur l'ampleur du déficit courant des États-Unis, l'enquête s'est orientée vers une approche globale : le déficit d'un pays constituant l'excédent d'un autre. Le résultat trouvé est qu'il existe maintenant une différence équivalente à 2,5% du PIB mondial, entre les excédents courants d'Europe occidentale et d'Asie de l'Est (zone euro et Japon surtout) et les pays déficitaires, dominés par les États-Unis. En ce qui concerne l'ampleur des échanges commerciaux, ces déséquilibres ont atteint des niveaux " pratiquement jamais vus dans les pays industrialisés de l'après-guerre ".

L'objet de cette étude était notamment d'évaluer le risque que ces déséquilibres basculent rapidement, provoquant des perturbations des taux de change, ou de voir s'il était possible de les redresser plus lentement. L'analyse présentée par ce rapport, de même que les tendances de l'économie mondiale, donnent à penser que la seconde hypothèse est la plus vraisemblable.



attac

Le rapport commence par remarquer que les déficits extérieurs dans les grandes régions industrielles ont crû régulièrement au cours des années 1990, suscitant de grandes inquiétudes quant à l'éventualité d'un ajustement brutal et perturbateur des principaux taux de change.

L'instabilité potentielle provient du fait que la principale monnaie en usage dans le monde est le dollar, soit la monnaie du pays avec le plus grand déficit extérieur du moment. " Le système financier international a connu sa plus grande stabilité quand la position extérieure du pays de tête était forte, comme ce fut le cas pour la Grande-Bretagne à l'époque où l'or était l'étalon mondial. Et sa plus grande instabilité lorsque la position du pays dominant était fragilisée. "

Dire que l'économie américaine est sous tension relève de la litote. La dette extérieure totale s'élève maintenant à environ 2 300 milliards de dollars. Si la tendance actuelle se poursuit, la dette extérieure doublera pour atteindre les 40% du PIB en 2007.

L'accroissement du déséquilibre de la balance extérieure américaine suppose une entrée de capital de plus d'un milliard de dollars par jour. Tant que la valeur du dollar augmentait, comme ce fut le cas de 1995 jusqu'au début de cette année, ce flux pouvait être alimenté. Mais la situation a radicalement changé aujourd'hui. Tout d'abord, l'entrée de capitaux aux États-Unis, et l'appréciation de la valeur du dollar qui en résultait, étaient fondées sur une hypothèse de profits toujours plus importants. Il apparaît que ces fortes attentes étaient elles-mêmes le résultat de ce que le FMI appelle des " excès financiers " associés à la révolution des technologies de l'information.

L'apport de capital, dans cette recherche de plus grands profits, a provoqué une appréciation du dollar, créant une plus-value pour les investisseurs étrangers et impulsant un nouvel apport de capital. Mais ce processus pourrait maintenant commencer à se déliter, provoquant une crise majeure, dont l'ampleur potentielle est suggérée par les chiffres du rapport. Ce dernier montre que si la course de l'appréciation du dollar, commencée en 1995, s'inversait, cela pourrait enclencher un déclin plus grand encore, jusqu'à la débâcle des avoirs américains.

Des emprunts insoutenables

Quelle que soit l'issue de la situation, il est clair, selon les paroles mêmes du rapport, que " le fossé

actuel entre la hausse de la demande interne réelle et la production réelle " des pays déficitaires " ne peut être maintenu indéfiniment ". En d'autres termes, les États-Unis ne peuvent pas continuer à emprunter auprès du reste du monde pour financer leurs dépenses excessives par rapport au revenu national, et la demande intérieure réelle devra être réduite.

On a déjà assisté à un tel scénario à la fin des années 1980. À l'époque, toutefois, ses effets sur l'économie mondiale ont été atténués par " une flambée de la demande de la zone euro et du Japon ", reflet des dépenses du gouvernement allemand au moment de la réunification d'une part, et d'une bulle spéculative d'autre part. Ces processus ont eu un effet stabilisateur à l'époque, mais ils n'étaient pas soutenables à long terme et ont provoqué des problèmes dans le système bancaire japonais et l'industrie du bâtiment allemande, problèmes toujours d'actualité aujourd'hui.

Pour résumer, il est hautement improbable que la zone euro et l'Asie de l'Est soient en position de " compenser de façon significative la décélération de la demande partout ailleurs ". Cela aussi relève de la litote. Loin de redresser la situation de l'économie mondiale au cas où la demande américaine diminuerait, les derniers chiffres montrent que la zone euro dépend plus que jamais du marché américain pour stimuler sa croissance. Au cours du second trimestre de l'année, la croissance de la demande intérieure ne représentait que 0,1% de la croissance totale de la région.

Selon " The Economist ", le taux de croissance annuel de la région au cours du second trimestre n'était que de 1,4% et les perspectives pour le 3^e trimestre étaient pires encore. " La croissance de l'Allemagne pourrait bien se contracter à nouveau : son "indice de confiance dans les affaires" est en chute depuis trois mois consécutifs. Dans la zone euro, la demande est écrasée par une monnaie forte et par la chute du cours des actions. De nombreux experts ont revu à la baisse leurs prédictions pour croissance en 2002 à moins de 1%. "

Sous bien des aspects, la situation du Japon est encore pire. À tel point que la Banque du Japon (BOJ) s'efforce actuellement d'éviter la crise financière par tous les moyens. Dernière tentative en date : l'annonce du rachat de parts dans les grands portefeuilles des principales banques, afin de maintenir leur taux de finances saines au-dessus des normes internationales.



attac

La stagnation des économies allemande et japonaise exclut le scénario préféré du FMI, selon lequel on revient à la normale en douceur grâce à une dépréciation du dollar et une baisse de la demande intérieure américaine, compensée par une hausse de la demande dans le reste du monde.

On se dirige plutôt vers un scénario catastrophe, dans lequel le dollar plonge dramatiquement, la demande intérieure américaine décline,

conduisant à une chute plus grande encore de la demande mondiale, alors même que la croissance en Europe et en Asie diminue à cause de la réduction des exportations vers le marché intérieur américain, créant de fait les conditions pour une récession économique mondiale aggravée.

Contact for this article : wunjoyous@juno.com or wsws.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 29

AUSTRIA : Graz - Wien

DANMARK : Ostbirk

FRANCE: Rennes

NORGE : Oslo

SVERIGE: Stockholm

-- Mercredi 30

AUSTRIA : Graz – Wien – Innsbruck - Amstetten

DEUTSCHLAND: Berlin

-- Jeudi 31

DANMARK : Blagarden

DEUTSCHLAND: Berlin

NORGE : Oslo

-- Vendredi 01

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.